

évident. Le Canada reconnaît l'importance capitale de l'Europe comme débouché pour ses produits et ses services à haute valeur ajoutée de même que pour ses produits traditionnels à base de matières premières.

L'Europe est au second rang de nos échanges directs sur le plan des investissements, que ce soit à titre de source ou de destination. Les visiteurs européens, quant à eux, injectent à eux seuls environ 1,4 milliard de dollars par an dans l'économie canadienne.

Le maintien de la prospérité canadienne repose en grande partie sur le commerce international. Nous sommes, après l'Allemagne, le pays du G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés] qui en dépend le plus. Les exportations de biens et services représentent plus du quart du produit intérieur brut du Canada. Que ce soit directement ou indirectement, les emplois de plus de 2 millions de Canadiens dépendent de nos exportations.

C'est pourquoi le gouvernement s'efforce de créer au Canada un environnement économique favorable à la croissance des exportations et à l'augmentation des investissements. Ce sont les clés d'une économie concurrentielle, dynamique et ouverte sur l'extérieur.

Quelle que soit la façon dont on l'évalue, le marché européen revêt une importance de plus en plus cruciale pour les entreprises canadiennes. En 1992, l'Union européenne a réalisé 40 p. 100 de l'ensemble des échanges mondiaux.

Cette proportion n'ira qu'en augmentant à mesure que de nouveaux membres viendront s'y joindre. Bien que notre déficit commercial avec l'Europe soit en train de s'amenuiser, nous avons encore un long chemin à parcourir.

Comme le reconnaissent aussi bien le président de la Commission européenne que le premier ministre, M. Chrétien, notre tâche consiste désormais à passer avec succès d'une relation dominée par les préoccupations de sécurité de la guerre froide à une relation fondée sur nos intérêts économiques communs.

Le fait que la conférence économique intitulée Point de mire sur les relations entre le Canada et l'Union européenne, qui se tiendra à Toronto en octobre, soit organisée par l'Union européenne prouve que les Européens partagent nos préoccupations.

Bien que l'on puisse accomplir beaucoup de choses sur le plan politique pour consolider nos relations économiques, on ne saurait trop insister sur la nécessité, pour les entreprises, de rechercher activement des possibilités d'affaires en matière de commerce et d'investissements.